



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 25-05-2018</p> <p>Farhat Othman Juriste, politiste, chercheur en sociologie et ancien diplomate</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Comment être pieux aujourd'hui en Tunisie?</p> <p>Ce n'est pas parce que les musulmans ont mal compris leur religion qu'on doit continuer à la défigurer! Comme ce n'est pas parce que la dictature a veillé à la fermeture des cafés pendant ramadan qu'on doit perpétuer son exemple. Constitutionnellement, la Tunisie est un État civil dont la religion est l'islam; ce qui suppose de nouvelles lois et pratiques que celles encore en vigueur, qui ne tiennent pas compte ni de la donne constitutionnelle, juridiquement au sommet de la hiérarchie légale, ni de l'évolution des mentalités populaires. Il est un décalage effarant entre le pays légal et le pays réel qu'illustre bien ramadan cette année dont le début a coïncidé avec la Journée mondiale de lutte contre l'injustice de l'homophobie. En effet, cette manifestation est toujours ignorée en une Tunisie supposée respecter l'islam et qui ne célèbre pas ce qu'impose cette religion se voulant pourtant justice. De plus, on n'y respecte pas la liberté de ne pas jeûner au prétexte que la majorité jeûne et qu'en démocratie, la majorité l'emporte. Or, la démocratie impose justement le respect des droits de la minorité, car ne pas jeûner n'altère en rien le droit de jeûner; c'est le contraire qui porte atteinte à l'ordre public et au vivre-ensemble paisible, marques de toute démocratie qui se respecte, où la religion est paix, ce qui est la définition même de l'islam.</p> <p>Être pieux aujourd'hui en islam</p> <p>Comment donc être pieux en Tunisie aujourd'hui? C'est de l'être véritablement; ce qui impose que les élites au pouvoir commencent par arrêter de se référer à un mythique conservatisme social, un tel conservatisme n'étant que le fait d'une minorité privilégiée, ayant le pouvoir et tenant à le conserver avec des lois scélérates, celles de la dictature et de la colonisation. Cela impose surtout que les militants pour les droits et libertés cessent de faire de l'islamophobie, car ils ne se révèlent alors que les meilleurs complices des religieux intégristes. Tout comme ces derniers, ils se doivent d'utiliser l'arme de la religion, non plus pour la violer comme eux, plutôt pour appeler à en sauvegarder et l'esprit et la lettre en application de la constitution. Ils ne doivent donc plus tomber dans le piège d'être taxés de laïcistes, ce qui relève du dogmatisme qu'ils reprochent justement à leurs adversaires. Ainsi, s'agissant du tabou absolu en islam qu'est l'homosexualité, au lieu de s'agiter sans agir, ils ont bien intérêt à proposer et défendre tout au long de ramadan, au nom de l'islam justement, le projet de loi ci-après rappelé, tendant à abolir l'homophobie en osant rappeler — ce qui a été démontré — que l'homosexualité n'est pas contraire à l'islam. Ils pourront de la sorte avoir gain de cause tout en faisant d'une pierre deux coups. D'abord, rappeler que l'islam se veut justice et qu'être pieux, c'est agir contre l'injustice, dont l'homophobe reste l'exemple type. Ensuite et dans le</p>

même temps, agir contre toutes les formes de dictature morale, dont l'interdiction de ne pas jeûner en public, comme on le fait maladroitement ces jours-ci. Voilà le discours à tenir par les militants en terre d'islam au lieu de continuer à user d'une mauvaise stratégie; et ils ont intérêt à le tenir dès ce ramadan. Est-il fatal, en effet, que tout au long de ce mois pieux, on n'entende que les discours éculés des intégristes qui, en plus de sonner faux, n'ont plus aucun fondement valide ni une véritable écoute, sauf à la simuler? Au vrai, ils ne reflètent plus et d'aucune façon la réalité du pays qui s'est émancipé de l'ordre moral de la dictature, même si ses lois restent en vigueur, tout en étant illégales en plus d'être illégitimes. C'est ce qui fait que la Tunisie demeure encore un État de non-droit. Aussi, la célèbre question de Montesquieu, dans la trentième lettre de son roman épistolaire, de savoir comment peut-on être persan est toujours d'actualité. Elle est parfaitement légitime de nos jours en la mettant tout juste au goût de notre temps, en demandant: comment peut-on être pieux en islam? Au début de la quintessence de la piété qu'est ramadan, il est par conséquent parfaitement judicieux pour le musulman, intégriste ou non, de rappeler encore et encore qu'être pieux revient à veiller au comportement juste avec son prochain pour honorer le souci de justice de sa foi. Être juste pour un croyant honnête, c'est admettre ce que la religion n'a point interdit; ce qui est le cas de l'homosexualité ou de ne pas jeûner en public; et cela suppose, si l'on est véritablement pieux, d'agir pour abolir de telles injustices flagrantes. Dissertons donc, pour commencer, de l'homophobie eu égard à son aspect symbolique; c'est le bouchon qui, une fois sauté, libérera tous les autres sujets tabous en islam.

L'homophobie est coloniale

Si l'on continue, dans cette religion, à ne pas admettre le droit d'être gay, c'est pour cause d'absence de discours militant crédible sur la question, éclairant et non trompant et désinformant. Car même ceux qui ont quelque chose à dire se taisent de peur d'être stigmatisés ou agressés. Il est à noter ici que les homophobes sont loin d'être tous religieux; or, ces derniers qui sont les plus nombreux parmi les députés, s'ils refusent l'abolition de l'homophobie, c'est au nom du respect de l'islam. En vérité, ils sont juste attachés à leur foi, refusant le discours des militants qu'ils jugent comme une pure reproduction d'arguments laïcistes d'un Occident dont l'histoire religieuse est différente de celle de l'islam. C'est cela qui explique le refus de célébrer une journée dédiée à la lutte contre l'injustice, alors que l'islam y invite. Outre les homophobes, les militants se retiennent aussi de s'opposer à une telle désinformation concernant l'islam, prétextant ne pas devoir parler de religion. Ce qui est absolument aberrant, la constitution qu'ils invoquent les y obligeant, puisqu'elle impose le respect des valeurs de l'islam. Par ailleurs, s'ils commencent enfin à rappeler que l'article 230 du Code pénal est un texte colonial, ils n'osent même pas dire qu'il n'a été qu'une importation de la morale chrétienne durant le protectorat et qu'il n'a aucune racine véritablement islamique. C'est cela qui fait que les militants n'ont point d'écoute auprès des masses qui les

taxent d'être au service d'un Occident islamophobe. Comment alors réussir à avoir de l'écho auprès du large public sinon en agissant à changer une stratégie qui s'est révélée particulièrement mauvaise? Elle est même néfaste, nombre de gays regrettant désormais de ne pouvoir vivre en paix comme avant la médiatisation qui ne sert que le business de ceux qui la font. Ce serait, par exemple, en rappelant qu'avant l'adoption du texte colonial, les musulmanes et les musulmans ne se cachaient pas d'aimer leurs semblables, de chanter même publiquement l'amour homoérotique; qui, d'ailleurs, a égalé en la matière Abou Nouas? Et en notant que du temps de l'obscurantisme chrétien dans l'Occident du Moyen Âge et même récent, obscurantisme quasiment semblable à ce qui existe aujourd'hui en terre d'islam, les gays occidentaux venaient au Maghreb et allaient en Arabie vivre leur sexe en toute liberté.

Innocenter l'islam d'une prescription biblique

Avec les études publiées aussi bien en France qu'au Maroc, plus rien ne s'oppose en terre d'islam — du moins au Maghreb, notamment en Tunisie et au Maroc, pays appelés à être les plus avancés en termes de libertés — à l'abolition de l'homophobie, manifestée par l'article 230 du Code pénal tunisien et 489 de son homologue marocain. Au lieu de développer la juste conception de l'islam sur l'homosexualité, les militants anti-homophobie s'en défient, allant dans le sens des intégristes sur la prétendue homophobie de l'islam. Ils se retiennent même d'exiger publiquement que les autorités fêtent la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie du 17 mai. Ou alors, on le fait si mal, avec la certitude d'un refus des autorités au motif que cela n'est pas conforme aux traditions du pays ni à ses valeurs; ce qui est regrettable quand on peut agir autrement, comme il a été déjà et sera encore précisé infra. Les militants préfèrent célébrer la journée mondiale entre intimes, dans un quant-à-soi qui confirme ce que pensent les autorités et la majorité de leurs concitoyens, à savoir qu'il s'agit d'une tradition étrangère à l'islam, aux fondamentaux du pays. Nonobstant, avec les données attestées scientifiquement, ils sont en mesure de faire avancer leur cause tout en respectant l'ordre légal. Ce que le texte suprême du pays, aussi bien en Tunisie qu'au Maroc et ailleurs dans les pays arabes, suppose et impose par sa référence aux valeurs de l'islam. Il est, par conséquent, inéluctable, pour obtenir l'abolition de l'homophobie, d'avoir à soutenir au préalable qu'elle viole l'islam tout comme elle viole les autres dispositions constitutionnelles à caractère civil. Quelle meilleure arme on aura alors contre l'homophobie: demandant à célébrer la Journée de lutte contre l'homophobie, les militants diront le faire aussi contre l'islamophobie! Concrètement, ils préciseront que si la Bible jette l'anathème sur le sexe gay, le Coran ne comporte que du récit, rappelant ce qui a existé avant l'islam; et un récit n'y fonde pas prescription. Ce sont les juristes, influencés par la Bible, qui ont créé l'homophobie, extrapolant sur l'adultère. Et de répondre à ceux qui disent que Dieu a bien puni les gens de Loth que ce le fut non pas pour homosexualité, mais pour banditisme de grand chemin. Dieu certes parle d'eux en pédérastes, mais cela relève de la figure de style arabe généralisant ce qui

est particulier pour une satire plus acerbe. D'ailleurs, ils pourront même enfoncer le clou en notant que, raisonnablement, si les gens de Loth étaient homosexuels, ils n'auraient pas constitué un peuple. Enfin, ils soutiendront que rien de véridique n'est attesté du prophète qui a ignoré la question, allant jusqu'à tolérer dans son entourage des efféminés. Les deux recensions les plus fiables de dires prophétiques, celles des Sahih de Boukhari et Mouslem, ne comportent, effectivement, aucun hadith sur l'homosexualité; le reste, c'est du faux.

Agir pour abolir l'homophobie durant ramadan

Aujourd'hui, en général, les musulmans tunisiens admettent que si l'on veut prouver que l'islam est une foi de justice, valable pour tous, on ne peut plus y discriminer les innocents, les gays y compris. D'autant plus que la science est désormais catégorique sur le fait que le sexe gay est une nature chez certains. Dans la nature, d'ailleurs, c'est la bisexualité qui est la règle; et ainsi est le sexe arabe, une sorte de sexe holiste. C'est pour cela qu'on refuse de parler d'homosexualité arabe, étant plutôt cette bisexualité qualifiée d'homosensualité ou érosensualité. En ce mois de ramadan, il serait légitime que les militants gays maghrébins agissent à démontrer que l'islam est justice et piété étant religion et politique. Pourquoi ne profiteraient-ils pas des veillées ramadanesques propices au discours pieux afin de parler de la spécificité humaniste de l'islam au prisme du sexe gay? Il leur serait bien plus efficace, en effet, de commencer en matière de combat pour les libertés par imposer l'acceptation nécessaire de l'homosexualité, l'homophobie étant un frein à la tolérance et au vivre-ensemble, son refus étant responsable de dégâts dans la mentalité des gens. Ainsi fera-t-on un pas de géant vers la démocratie dans ce pays! Célébrer utilement le 17 mai, serait aussi d'oser défendre le projet de loi proposé aux militants, le seul à avoir toutes les chances d'être voté, car référant à la constitution dans ses dispositions à la fois civiles et religieuses. Par ailleurs, eu égard à la résistance de célébrer le 17 mai en l'état, étant estimé une pure singerie de l'Occident islamophobe, on pourrait appeler à une célébration sous le libellé de Journée Ihsane Jarfi, organisée à Liège par la fondation portant le nom de ce jeune maroco-belge assassiné en Belgique, à la fois pour cause de son homosexualité et sa foi musulmane. Ce martyr pourrait ainsi devenir l'emblème en islam de la lutte anti-homophobie, sa Journée dénonçant à la fois l'homophobie et l'islamophobie. Dans cette attente, durant l'actuel ramadan, les militants musulmans sincères contre l'homophobie devraient agir avec lucidité et perspicacité en passant à l'attaque tous azimuts. C'est en réussissant à occuper le terrain du religieux que la militance des valeurs pourra tailler des croupières aux intégrismes, profanes et surtout religieux, qui ne doivent pas avoir le monopole de l'islam. Ils seront même en mesure de leur donner des leçons en matière de foi juste et honnête, démontrant sur nombre de questions, notamment l'homosexualité, qu'ils ne sont que des marchands du Temple. Bien mieux, aujourd'hui que le Maghreb est acquis par l'Occident libéral à son modèle capitaliste par l'alliance stratégique réalisée avec les intégristes islamistes, ces deniers savent qu'ils ont des

lignes rouges à ne pas dépasser en matière de droits et de libertés. Car même si leurs partenaires ferment les yeux sur l'absence de ces dernières, limitant le libéralisme au domaine purement économique, ils savent que cela ne saurait durer, du fait de sa violation de l'esprit même du libéralisme. On ne doit donc plus hésiter à bousculer les intégristes sur les questions les plus sensibles, à commencer par l'abolition de l'homophobie, leur intransigeance étant de pure façade. Elle est surtout friable, ne tenant aujourd'hui que grâce à la complicité de leurs supposés alliés laïcistes au pouvoir et la mauvaise stratégie des militants pour les valeurs. C'est bien en osant faire de la lutte anti-homophobie en islam une question de piété qu'on disposera de l'arme fatale pour l'abolition de l'homophobie, la brèche qui fera tout sauter dans le dogmatisme intégriste. Pour cela, il importe de profiter de ce ramadan et de celui à venir, tous les deux coïncidant avec la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, en vue de militer pour la justice en islam, une justice en premier pour le différent absolu qu'est l'homosexuel. C'est ainsi qu'on réussira sûrement à battre les intégristes sur leur propre terrain, avec leurs propres armes. Notons, pour finir avec cette cause si symbolique et tellement porteuse en islam, que l'expression "coming out" était à l'origine une invitation aux gays de sortir de leur isolement, quitter leur milieu fermé. Aussi, le "coming out" des gays musulmans est forcément de sortir de leurs sentiers battus actuels, leur quant-à-soi stérile. Ils doivent délaisser une stratégie inepte, estampillée aux réalités occidentales, sans nul écho ni portée auprès des masses, et surtout pas d'effet sur les tristes réalités de l'homosensualité maghrébine.

Agir pour les libertés durant ramadan

L'action contre l'homophobie durant ramadan ne peut être que bénéfique, étant destinée à bousculer les intégristes dans leur faux confort piétiste tout en touchant un sujet sensible dont on n'ose parler ou dont on parle mal comme le reste des valeurs humanistes. Ces dernières doivent aussi, bien évidemment, être évoquées et dans le même temps, les libertés formant un tout indissociable. D'ailleurs, on n'a pas manqué de le faire depuis le début du ramadan pour ce droit imprescriptible, y compris en islam, à la liberté de ne pas jeûner en public. Et il en sera encore question avec la manifestation de ce dimanche. Là encore, il importe de ne pas se positionner dès l'abord en situation de faiblesse, mais d'oser attaquer le cœur de cible des intégristes : la piété; car la leur est frelatée, étant une fausse piété. Il importe de dire que le combat des libertés est celui de l'islam, que l'on agit à honorer cette religion défigurée tout autant que pour le respect du vrai ramadan en exigeant le droit à ne pas jeûner, droit garanti par l'islam qui est une foi de droits et de libertés, non une dictature morale. Il faut également spécifier que le fait de ne pas jeûner en public ne fait, en vérité, qu'encourager le vrai jeûne, tout en valorisant ce ramadan qui est en train de passer pour le mois de la fainéantise, de la bombance et du simulacre. Faire ramadan dans un milieu de libertés et du droit de ne pas jeûner, assumé et garanti, non simplement toléré, c'est bien donner au jeûneur la fierté

légitime de le faire par conviction, et donc pour Dieu et non pour se montrer, par hypocrisie. On a bien noté, au demeurant, que le nombre de jeûneurs en Occident n'a jamais diminué et augmente même chaque année davantage, alors qu'il diminue dans les pays musulmans. La raison en est l'environnement de libertés. Cette année, en Tunisie, il est encore temps de réajuster la stratégie menée pour les libertés durant ce ramadan. Les militants doivent faire feu de tout bois en occupant le terrain réservé à tort en chasse gardée aux intégristes; et les autorités doivent changer de discours, être plus honnêtes et éthiques. Ce sera bien pour l'honneur de l'islam et la sauvegarde d'une foi enfin revitalisée et honorée que l'État, dont le devoir est de respecter l'islam, le fera en arrêtant de défigurer cette religion libertaire. Ce n'est pas parce que les musulmans ont mal compris leur religion qu'on doit continuer à la défigurer! Comme ce n'est pas parce que la dictature a veillé à la fermeture des cafés pendant ramadan qu'on doit perpétuer son exemple. Car il y a eu une révolution en Tunisie; les Tunisiens sont désormais majeurs, aptes à respecter en toute liberté les préceptes de leur foi qui leur commande, en premier, la sincérité et l'honnêteté. Or, il n'est nul acte sincère et honnête s'il n'est libre! C'est cela l'honneur de l'islam et son aspect révolutionnaire que les intégristes, ayant pour modèle Daech et ses horreurs, veulent effacer en réduisant notre belle foi en de simples rites reproduits en automates sans cervelle. L'islam est d'abord une culture. En cette culture, ce sont les droits et les libertés qui comptent tout autant, sinon plus, que le rituel sacré; ce qui est vraiment sacré en islam c'est la foi libre en un Dieu unique avec lequel il n'est nul intermédiaire. Voilà le discours éthique auquel doivent veiller les autorités si elles veulent être au service véritable de l'islam. Ainsi l'honoreront-elles et respecteront leurs obligations constitutionnelles! Ainsi doivent aussi faire les militants pour les y encourager au lieu de se comporter en laïcistes, complices objectifs des intégristes religieux, partageant le même dogmatisme néfaste, un salafisme profane.

RÉALITÉS
INDÉPENDANT - KADE BLI LTD *Quilès*





25-05-2018

I. B.A

[realites](#)

Arrestation d'un imam pour charlatanisme

La brigade de recherches et d'investigations judiciaires de la Garde nationale de Médenine a arrêté, vendredi 25 mai 2018, l'imam d'une mosquée de la région, accusé d'escroquerie et de charlatanisme. Ce dernier a exploité son statut d'homme de religion pour abuser de la confiance des habitants de la région et ainsi les escroquer. Il leur proposait également de régler leurs problèmes avec du charlatanerie et en dehors de ses heures de travail il faisait des fouilles sauvages à la recherche de trésors. La brigade de recherches et d'investigations judiciaires ont arrêté l'imam après qu'il ait terminé de diriger la prière du vendredi. Après consultation du ministère Public, il a été décidé de maintenir l'Imam en garde à vue et de poursuivre l'enquête. Il est à noter que cet imam était recherché par d'autres unités sécuritaires pour des faits similaires.

 <p>25-05-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>Tribunal: La diffusion du feuilleton Chouerreb ne sera pas suspendue</p> <p>Le tribunal de première instance de Tunis a rejeté l'appel d'arrêter la diffusion du feuilleton "Ali Chouerreb" diffusé lors du mois saint de ramadan sur Attassia Tv. La demande a été faite par la famille d'Ali Chouerreb qui ont contesté la diffusion de fausse information sur leur proche à la télévision. Notons que le neveu d'Ali Chouerreb Borhen Eddine Binous a déclaré à MosaïqueFM, dans Romdhane Show que la famille avait intenté un procès contre Attassia Tv pour suspendre la diffusion du feuilleton.</p>
 <p>25-05-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>La chaîne Al-Insen sanctionnée par la HAICA</p> <p>Le Conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a décidé d'infliger une amende de 20 mille dinars à la chaîne de télévision Al-Insen en raison de la diffusion d'une propagande politique en période de silence électoral. L'instance a expliqué, jeudi, dans un communiqué, que cette sanction fait suite à la diffusion de l'émission "Hiwar El Akl" (dialogue de la raison) le 5 mai dernier qui a comporté de la propagande politique lors du silence électoral. En effet, l'invité permanent du programme a appelé à élire les listes indépendantes, transgressant, ainsi, l'article 69 de la loi organique relative aux élections et aux référendums. Le Conseil de la HAICA avait examiné, le 10 mai dernier, une déclaration de l'invité en question Ridha Jawadi sur la base d'un rapport réalisé par l'unité de monitoring.. Ridha Jawadi avait, clairement, appelé les citoyens à voter pour les listes indépendantes. L'article 69 de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums stipule que "Pendant le silence électoral, toute forme de propagande est interdite".</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>25-05-2018</p> <p>يثرب مشيري</p> <p>alchourouk</p>	<p>مدنين: القبض على امام جامع متورط في قضايا البحث عن الكنوز والشعوذة والتحليل</p> <p>ألقت فرقة الابحاث العدلية للحرس الوطني التابعة لمنطقة مدنين، اليوم الجمعة، القبض على امام عقب انتهاء صلاة الجمعة بأحد مساجد المدينة وذلك لتورطه في قضايا البحث عن الكنوز والتحليل والشعوذة، وفق ما أكده مصدر امني لـ"الشروق اون لاين". وحسب ذات المصدر، فان المتهم البالغ من العمر 49 سنة محل تفتيش في قضايا مشابهة لفائدة وحدات امنية أخرى وعمد عديد المرات الى الهروب والتخفي. كما انه استغل خطته للتحليل على الناس. وباستشارة النيابة العمومية اذنت بالاحتفاظ به للتحقيق معه.</p>
 <p>25-05-2018</p> <p>جواهر المساكني</p> <p>hakaekonline</p>	<p>متشدد ديني يقتل زوجته بطريقة بشعة بالمهدية</p> <p>قام اليوم الجمعة 25 ماي 2018، متشدد ديني بقتل زوجته بطريقة بشعة في غابة في منطقة هبيرة من ولاية المهدية، حسب مصدر أمني. وأضاف المصدر ذاته في تصريح لحقائق أون لاين، ان المتشدد طعن زوجته طعنيتين بسكين على مستوى البطن والرقبة ثم قام بسكب البنزين على جسدها وذبحها واضرم النار فيها الى ان توفيت. كما أكد المصدر ذاته، ان الضحية تبلغ من العمر 30 سنة ولها طفلان(4 و3 سنوات)، اما القاتل (41 سنة) فهو محل متابعة امنية وقد تمكنت الوحدات الامنية بهبيرة من القاء القبض عليه. وتعهدت فرقة الحرس الوطني بالجم من ولاية المهدية بالقضية.</p>



الجزائر: استنفا حكومي لمواجهة 'فتاوى التلفزات'

25-05-2018

shemsfm

أطلقت وزارة الشؤون الدينية في الجزائر خدمة دينية إلكترونية جديدة، لمواجهة التفاعل مع الفتاوى التي تملأ القنوات التلفزية، وبخاصة في شهر رمضان. وندد وزير الشؤون الدينية محمد عيسى، اليوم الأربعاء، بما وصفه زحف الفتاوى العشوائية والتي تصل حدّ التطرف، داعياً إلى الاكتفاء بالفتاوى التي يُصدرها شيوخ المنطقة المغاربية، باعتبارهم الأكفأ حتى من نظرائهم بالمشرق والخليج. وحث عيسى الجزائريين على "التفاعل مع الأئمة والأساتذة الجامعيين الذين تم تسخيرهم من طرف الوزارة للإجابة عن أسئلتهم طيلة أيام الأسبوع ما عدا العطلة، عبر موقع وزارته الإلكترونية".

وتنظر الحكومة الجزائرية إلى شبح الفتاوى الوهابية، بعين الريبة والشك حيث تعتبرها غزواً فكرياً يهدد المرجعية الدينية وتماسك المجتمع واستقرار البلد، وفق ما نقله مراسل شمس أف أم جلال مناد



25-05-2018

mosaiquefm

إذاعة شمس تتمسك بتتبع عادل العلمي قضائياً

أصدرت إذاعة شمس أف أم بياناً للرأي العام حول اقتحام مقر الإذاعة من طرف عادل العلمي رئيس حزب الزيتونة. وأوضحت تعرض مقرها للاقتحام يوم الخميس 24 ماي 2018 في حدود منتصف النهار والنصف باستعمال القوة من طرف عادل العلمي بدعوى تمكينه من التدخل مباشرة وبشكل فوري على أمواج الإذاعة دون أن يتقدم بأي مطلب مسبق في ذلك إلى إدارة القناة الإذاعية مثلما تقتضيه معايير وقوانين العمل الصحفي والإعلامي. وقد عمد الشخص المذكور إلى الاعتداء على حراس المقر وعلى الموظفين والصحفيين العاملين بالمؤسسة عندما حاولوا تهدئته وإقناعه بأن الإذاعة لا ترى مانعا في تمكينه من التدخل بعد أن يتقدم بمطلب في الغرض إلى الإدارة تُحترم فيه ضوابط العمل الإعلامي والأخلاقي. إلا أنه زاد في هيجانه واندفع إلى إحدى قاعات الاستقبال المخصصة للضيوف قبل أن يقوم باقتحام أستوديو البث مستعملاً شتى عبارات التكفير والتهديد مما اضطر الفنيين إلى قطع بث البرنامج المباشر "هنا شمس" والاكتفاء ببث مقاطع موسيقية لمدة خمسة عشر دقيقة وهو ما تسبب في اضطراب في سير برامج الإذاعة. وجاء في البيان أنه رغم التنبيه عليه ومحاولات إقناعه إلا أنه كان يتصرف بصلف وعنف وعنجهية قائلاً إنه لن يقبل الحوار إلا مع شخص ملتج، الأمر الذي اضطر إدارة المؤسسة إلى الاتصال بالأمن لاسيما وقد هدد برمي نفسه من الطابق الأول إن لم يقع تمكينه من التدخل المباشر على أمواج الإذاعة. وقد حلت دورية أمنية قامت بإخراجه واقتياده إلى مركز الشرطة حيث وقع فتح محضر عدلي في الغرض تم فيه سماع الممثلة القانونية للإذاعة وسماع المعتدي ومواجهته بالأفعال التي ارتكبها والموثقة في تسجيلات كاميرات المراقبة المركزة في أروقة المقر قبل الاتصال بممثل النيابة العمومية الذي قرر إبقائه في حالة سراح. وأضافت إذاعة شمس أف أم أنه على اثر هذه الحادثة الخطيرة وأمام الممارسات الإجرامية الخطيرة فإن الإدارة العامة والصحفيين والموظفي وجميع العاملين بها يؤكدون على ما يلي :

أولاً: المحافظة المبدئية واللامشروطة على خطها التحريري المتميز وعلى بقائها منبرا مفتوحا لجميع الأطياف الفكرية والسياسية دون مفاضلة ولا تمييز، شعارها في ذلك المهنية والاستقلالية والحياد التام .




ثانياً: رفضها القطعي لجميع أشكال التسلط الأيديولوجي والمذهبي وغيرها وتأكيداً على أن الحوار الهادئ هو الوسيلة الوحيدة المقبولة للتعبير عن المواقف والرؤى.

ثالثاً: تأكيد عزمها على التتبع القضائي ضد المدعو عادل العلمي وكل من ثبتت مسؤوليته عن الاقتحام والاعتداء اللذين جدا اليوم بمقرها.

رابعاً: تُحمّل إذاعة شمس أف أم المسؤولية كاملة للمدعو عادل العلمي في صورة تعرض أي صحفي أو عون لمكروه من قبل ميليشيات هدد بتحريكها، وتطالب بتوفير الحماية اللازمة للإذاعة.

خامساً: تهيب إذاعة شمس أف أم بكل مكونات المجتمع المدني والسياسي أن تتحمل مسؤوليتها في تكريس مناخ اجتماعي وإعلامي حضاري بعيداً عن كافة أشكال العنف والتشنج.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 24-05-2018</p> <p>Taieb Khouni</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Ennahdha agacé par l'utilisation du terme "islamiste" par les médias étrangers, le fait savoir dans un courrier adressé à Géopolis</p> <p>Le parti Ennahdha ne veut plus qu'on le traite d'islamiste. "Nous notons que dans tous (les articles de Géopolis sur les municipales), Ennahdha est décrit comme un parti 'islamiste'. Ennahdha se décrit comme un parti musulman démocrate" a écrit le département des relations internationales du parti Ennahdha, dans un courrier adressé au magazine télévisé français, Géopolis. Le journal dévoile sur son site le contenu de la correspondance, estimant qu'Ennahdha essaye de se montrer le plus professionnel possible dans ses relations avec les médias étrangers, et ce dans un souci de se débarrasser de l'étiquette islamiste qui lui a toujours été attribuée. Le parti demande clairement à Géopolis de cesser d'utiliser ce terme, l'estimant "inexact", "trompeur" et "dommageable pour le parti". Depuis mai 2016, le parti s'était déclaré "civil" et a exprimé son souhait de rompre avec toute allusion islamiste à son égard. Selon le journal français, le parti adopte la même stratégie que les partis chrétiens qui se sont déclarés "chrétiens démocrates", et s'annonce comme un parti "musulman démocrate". Ennahdha défend son progressisme dans la lettre envoyée au journal français, arguant par le fait que ses députés aient été "à l'origine de la création de la loi sur la prévention de la violence à l'égard des femmes", ou encore par le fait que 41% de députées tunisiennes sont d'Ennahdha. Pour appuyer ses propos, Géopolis cite le journaliste indépendant Thierry Bresillon, qui a d'ailleurs estimé, dans son étude intitulée "Ennahdha, s'intégrer sans se perdre : les fruits incertains de la spécialisation", que le discours de mai 2016 du chef du parti Rached Ghannouchi qui avait annoncé la rupture avec l'islam politique suite à sa réélection à la tête du parti, a été cependant reçu avec scepticisme quant à "la sincérité de cette nouvelle ligne" qui, selon lui, "dissimulerait la nature immuable du parti islamiste derrière un double discours". Bresillon estime donc que "la mue" du parti se heurte à de nombreuses difficultés. "Ces positionnements se traduisent aussi dans le choix des cadres les plus compatibles avec sa stratégie, modelant ainsi le parti en conformité avec ses déclarations. C'est là une illustration de la force prescriptive du dire, ou si l'on préfère des effets de champ que produit son inscription dans l'action politique" a-t-il affirmé. Après le congrès de mai 2016, le porte-parole du parti avait affirmé qu'Ennahdha "est totalement différent de celui avant la révolution" indiquant "qu'avant la révolution, il s'agissait d'un mouvement militant, alors que maintenant, il s'organise comme l'État: Un président et un parlement, à savoir Majless Choura". Selon une source diplomatique européenne citée l'AFP, il existe "chez Rached Ghannouchi la quasi-obsession de montrer aux partenaires occidentaux qu'Ennahdha, n'est pas les Frères Musulmans".</p>

 <p>24-05-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Lib�eration de Adel Almi apr�es un Show � Shems Fm</p> <p>L'homme de religion et pr�esident du parti politique Zitouna, connu notamment pour ses chasses aux fattaras pendant le mois saint, Adel Almi, vient d'être lib�ert� par les unit�es s�ecuritaires apr�es avoir été arrêté pendant quelques heures. Notons qu'Adel Almi a été arrêté cet apr�es midi apr�es avoir fait irruption dans le si�ge de la Radio Shems Fm. Il est all� jusqu'à agresser les employées de l'institution médiatique tout en menaçant de se suicider en se jetant par la fenêtre de l'un des étages de la radio. Notons que sur sa page Facebook, le « prédicateur » a indiqué qu'il a été agressé par les employées de Shems Fm tout en les accusant d'avoir tenté de le d�fenestrer.</p>
 <p>23-05-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>La déclaration de Brahem divise les Tunisiens</p> <p>La Haute Instance des droits de l'Homme et des libert�es fondamentales a condamné les déclarations du ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahem, concernant l'ouverture des cafés durant la journée du mois de Ramadan, en affirmant que ses propos ont divisé les citoyens chacun selon ses convictions. Le ministre est appelé à respecter la Constitution car il est responsable de la sécurité des citoyens peu importe leur appartenance religieuse et intellectuelle, poursuit le communiqué.</p>
 <p>24-05-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>Caméra cachée 'Shalom' : La HAICA réagit et sanctionne</p> <p>La Haute autorité indépendante de la Communication audiovisuelle (HAICA) a décidé mercredi d'apporter des modifications au générique de la série de la caméra cachée " Shalom " diffusée pendant le mois de ramadan sur la chaîne de télévision privée " Tounesna ". Selon un communiqué de la HAICA, les modifications portent sur le retrait du drapeau de l'entité sioniste du générique. " L'apparition du drapeau israélien au générique risque de heurter le sentiment populaire, surtout que l'entité sioniste ne cesse de commettre les crimes les plus atroces contre le peuple palestinien ", a-t-elle expliqué. L'autorité de régulation audiovisuelle a également sommé la chaîne de télévision " Tounesna " de retirer l'épisode de caméra cachée diffusé le 21 mai 2018 de son site électronique officiel et de l'ensemble de ses pages des réseaux sociaux et de ne pas le rediffuser ou d'en exploiter une partie. " Cet épisode comporte une violation de la dignité de l'homme, dans la mesure où il pousse l'invité à émettre des déclarations et des positions sur la normalisation avec l'entité sioniste en présence d'une personne armée ", a-t-elle regretté. Invité de l'épisode du 21 mai 2018, Abderraouf Ayadi était bouleversé et secoué, surtout qu'il était dans un endroit clos en présence d'une personne armée. Une telle ambiance tendue risque de le (Aberraouf Ayadi) pousser à faire des déclarations contraires à ses convictions par crainte de subir une agression physique, a-t-elle expliqué. Cet épisode représente une violation des dispositions de l'article 5 du décret-loi n�2011-116 qui impose le respect de la dignité de l'individu et de la vie privée.</p>

Jeûne de Ramadan et libertés individuelles : Interview avec Wahid Ferchichi

Le Collectif Civil pour les Libertés Individuelles, regroupant 37 associations, a adressé le 15 mai une lettre ouverte aux autorités tunisiennes, en réaction aux poursuites engagées contre les non-jeûneurs durant Ramadan et aux déclarations autoritaires du ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahem. Cette coalition associative y demande aux autorités « de s'abstenir des violations commises contre les libertés individuelles ». Afin d'en savoir plus, Nawaat a rencontré Wahid Ferchichi, professeur de droit public et président de l'Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles (ADLI) signataire de ce texte. Interview.

Nawaat : Comme à chaque Ramadan, les autorités obligent beaucoup de cafés et restaurants à fermer et harcèlent les non-jeûneurs. Quel est le fondement légal de ces mesures liberticides ?

Wahid Ferchichi : A ce sujet, la Constitution est claire. Elle note que pour l'unité des droits et des libertés, il faut une loi. De ce fait, nous demandons que cette loi existe. Car il n'y a aucune loi en Tunisie, dans le sens d'un texte voté et adopté par le parlement, qui limite ou réglemente la fermeture des cafés et des restaurants. Pour les fermer, on se base aujourd'hui sur une prétendue circulaire qui date de juillet 1981. Et il faut faire attention, cette circulaire n'existe pas. Nous avons demandé au ministère de l'Intérieur de publier cette dernière pour que nous puissions voir exactement quelles sont les conditions, et pour que nous puissions l'attaquer par la suite devant la justice. Le ministère de l'Intérieur ne l'a pas publié. Nous avons de forts soupçons que cette circulaire n'existe pas, ou du moins, elle n'existe plus. La preuve, c'est que dans sa réponse écrite, en novembre 2017, à une demande faite par la députée Hager Ben Cheikh Ahmed au sujet de la fermeture des cafés et des restaurants durant Ramadan, le ministre de l'Intérieur ne cite même pas la date de cette circulaire. Il parle seulement de la circulaire de juillet 1981. De ce fait, un ministre qui parle d'une décision qui est sensée être abordée avec une date et un numéro bien déterminés et ne cite même pas la date précise, ne peut que susciter des doutes sur la non-existence de cette circulaire et ne peut que mettre en évidence le fait que le ministre agit toujours à travers, ce que nous appelons « les notes internes », ou encore « les instructions ».

Quelles sont donc vos principales revendications ?

Notre première demande est de voir le texte juridique sur lequel se base les autorités pour limiter les droits et les libertés. Et même s'il s'agit d'une circulaire, nous aimerions bien la voir. La seconde demande, est d'arrêter de persécuter les citoyens juste parce qu'ils ne jeûnent pas. Ramadan dernier, des citoyens ont été condamnés à un mois de prison pour avoir mangé ou fumé en public en vertu de l'article 226 du Code pénal réprimant « l'attentat à la pudeur ». N'est-ce pas un recours abusif à ce texte de loi ?

Oui, l'année dernière nous avons noté au moins une douzaine d'affaires devant la justice.

Pour une cigarette dérobée dans un jardin, pour deux personnes cachées pour manger un sandwich ou encore pour une autre personne qu'on a arrêté avec des bouteilles d'alcool vides. Et là, il ne s'agit pas de la protection de la moralité publique, mais plutôt de s'immiscer dans la vie privée des uns et des autres. Par rapport au motif d'arrestation, on se demande : il s'agit là de la pudeur de qui ? Le problème en Tunisie, c'est qu'on se base toujours sur l'article 226 du code pénal qui concerne la pudeur et la moralité publique. Et là, les sens de la pudeur et de la moralité sont ambigus. Avant d'arriver à voir le juge, ce sont les agents de la police qui commencent par arrêter les personnes. De ce fait, un agent de police qui a 23 ans dont nous ignorons le niveau éducatif, se donne la légitimité de déterminer si une personne est dans un état d'attentat à la pudeur ou pas. Et cette légitimité lui revient, puisque la loi lui autorise d'arrêter les personnes qui portent atteinte à la pudeur. C'est très dangereux. Certaines violations de l'Etat des libertés individuelles sont justifiées par le recours à des textes de loi ambigus. A titre d'exemple, il existe une différence entre la version en français et en arabe de l'article 230 sanctionnant l'homosexualité de 3 ans de prison. La première évoque la « sodomie » et la deuxième « l'homosexualité féminine et masculine ». Laquelle des deux versions fait foi ?

C'est le texte en arabe qui fait foi, celui qui évoque « l'homosexualité féminine et masculine ». Mais il est très important de faire attention sur ce point, car l'origine de l'article 230 est la loi française. D'ailleurs, il a été promulgué par l'autorité coloniale française en 1913, qui parle de la « sodomie ». Malgré le fait que c'est un héritage colonial, on le défend aujourd'hui comme s'il s'agit d'un article qui défend la moralité publique tunisienne. Alors que le Code pénal tunisien est un code français, et pire encore, c'est un code qui remonte à la 3ème République française, là où il y avait diverses persécutions et une tendance fasciste.

L'Etat, manque-t-il de volonté politique pour abroger les lois liberticides et réformer la législation ?

La Constitution a été adoptée en 2014. Or, tout l'héritage juridique tunisien est antérieur à cette date. Le Code pénal date de 1913. Le Code du statut personnel date de 1956. Quasiment toutes les lois fondamentales de la République remontent à une époque antérieure à 2014. Aujourd'hui, il faut fournir un effort énorme pour mettre en application la Constitution et réformer cet arsenal juridique. C'est pour cette raison que nous attendons le résultat des travaux de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité créée par le chef de l'Etat et présidée par Bochra Belhaj Hmida. Nous attendons que cette commission propose les réformes tant attendues par la société civile en matière de protection des droits et des libertés.

النيابة العسكرية تطلب المؤبد لشفيق جراية



24-05-2018

ايمان بن عزيزة

alchourouk

ايدت دائرة الاتهام بمحكمة الاستئناف بتونس قرار قاضي التحقيق العسكري القاضي بإحالة كل من رجل الأعمال شفيق جراية و مدير الوحدة الوطنية لمكافحة الإرهاب بالقرجاني سابقا صابر العجيلي و عماد عاشور مدير المصالح المختصة سابقا على الدائرة الجنائية بالمحكمة الابتدائية العسكرية الدائمة بتونس و ذلك في ما عرف بقضية التآمر على أمن الدولة الخارجي والخيانة والمشاركة في ذلك.

و رفضت دائرة الاتهام مطالب الإفراج عن جملة المتهمين عدا محمد ناجم الغرلسي وزير الداخلية الأسبق الذي أحيل بحالة فرار و صادرة في شأنه بطاقة جلب. و يذكر أن النيابة العسكرية بتونس، كانت قد فتحت بحثا تحقيقيا ضد رجل الأعمال شفيق جراية وكل من عسى أن يكشف عنه البحث، من أجل الاعتداء على أمن الدولة الخارجي والخيانة والمشاركة في ذلك ووضع النفس تحت تصرف جيش أجنبي زمن السلم، (قضية مستقلة) وذلك على اثر توصل النيابة العسكرية بشكاوى مفادها انخراط جراية في ارتكاب أفعال من شأنها المساس من أمن الدولة.

وأفادت وكالة الدولة العامة لإدارة القضاء العسكري ، بأن قرارها جاء طبقا للفصول 60 مكرر فقرتين (أولا) و(ثانيا) و60 رابعا فقرتين (ثانيا) و(رابعا) و32 من المجلة الجزائية، و123 من مجلة المرافعات والعقوبات العسكرية.

وبناء على ذلك قرر قاضي التحقيق العسكري اصدار بطاقة ايداع ضد جراية.

وتعتبر جريمة الخيانة المنسوبة لشفيق جراية من أخطر وأكبر الجرائم وتصل عقوبتها إلى الإعدام حيث يعد خائنا ويعاقب بالإعدام كل تونسي يفشي لدولة أجنبية أو لأعوانها بأي وجه كان ومهما كانت الوسيلة سرا من أسرار الدفاع الوطني أو يتحصل بأي وسيلة على سر من هذا القبيل بقصد إفشائه إلى دولة أجنبية أو إلى أعوانها،

وكل تونسي يتعمد إتلاف أو إفساد بواخر أو طائرات أو معدّات أو عتاد أو بناءات أو منشآت يمكن استعمالها لمصلحة الدفاع الوطني أو يتعمد، عند صنع شيء ما سواء قبل إتمامه أو بعده، إفسادا من شأنه أن يصير ذلك الشيء غير صالح للاستعمال أو يترتب عنه حادث،

و كل تونسي يتعمد المشاركة في عمل يرمي إلى تحطيم معنويات الجيش أو الأمة بقصد الإضرار بالدفاع الوطني.

كما يعتبر سرا من أسرار الدفاع الوطني :

كل الإرشادات العسكرية والديبلوماسية والاقتصادية والصناعية التي بطبيعتها لا يجب أن تكون معلومة إلا ممن لهم صفة في مسكها والتي يجب أن تبقى سرا على غيرهم وذلك لمصلحة الدفاع الوطني،

و الأشياء والمواد والكتابات والرسوم والتصميمات والخرائط والأمثلة والصور الشمسية وغيرها من الصور وكل الوثائق الأخرى التي بطبيعتها يجب ألا تكون معلومة إلا ممن لهم صفة في استعمالها أو مسكها والتي يجب أن تبقى سرا على غيرهم باعتبار أنها تمكن من الوصول إلى الكشف عن إرشادات تدخل في قسم من الأقسام المشار إليها بالفقرة السابقة،

والأخبار العسكرية مهما كان نوعها إذا لم تدعها الحكومة لدى العموم ولم تكن مشمولة في التعداد السالف وكان القانون يحجر نشرها أو ترويجها أو إذاعتها أو نقلها والإرشادات المتعلقة إما بالتدابير الواقع اتخاذها للكشف عن الفاعلين أو المشاركين في الجرائم المرتكبة ضد أمن الدولة الخارجي والقبض عليهم وإما بسير التنبغات والتحقيق وإما بشأن المرافعات لدى محاكم القضاء.

<p>كقائف أون لاين</p> <p>23-05-2018</p> <p>hakaekonline</p>	<p>الداخلية تتخذ قرارا جديدا يخص الوقفة الاحتجاجية لغير الصائمين</p> <p>قررت وزارة الداخلية اليوم الاربعاء منع تنظيم وقفة احتجاجية "مش بالسيف" التي كان مقررا تنظيمها أمام وزارة السياحة للمطالبة بفتح المقاهي في رمضان والدفاع عن غير الصائمين. وطالبت وزارة الداخلية من منظمي الوقفة الاحتجاجية "مش بالسيف" الغاء الوقفة لدواعي أمنية بعد أن منحتها ترخيص "الإعلام" للوقفة الاحتجاجية مش بالسيف. وتهدف هذه الوقفة الاحتجاجية للدفاع عن حقوق غير الصائمين في تونس وللمطالبة بفتح المقاهي في رمضان. الى ذلك قررت جمعية المفكرين المشرفة على تنظيم هذه الوقفة الاحتجاجية التمسك بحقها في التظاهر امام وزارة السياحة يوم الأحد 27 ماي. ومؤخرا أثارت تصريحات وزير الداخلية لطفي براهم جدلا واسعا بعد أن أعلن عن عزم وزارة الداخلية غلق المقاهي الشعبية التي تفتتح أبوابها في شهر رمضان للزبائن في اطار احترام الأغلبية في تونس، وفق رأيه. وخلال رمضان 2017 نظم عدد من التونسيين وقفة احتجاجية أمام وزارة السياحة بالعاصمة للمطالبة بعدم تتبع غير الصائمين لا من طرف الوحدات الأمنية وعدم تسليط عقوبات عليهم من طرف القضاء.</p>
<p></p> <p>24-05-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>الشيبياني: من يطالب بفتح المقاهي في رمضان عليه التوجه الى البرلمان</p> <p>دعا اليوم الخميس الناطق الرسمي بإسم وزارة الداخلية العميد خليفة الشيبياني الأشخاص الذين يطالبون بفتح المقاهي في شهر رمضان للتوجه الى البرلمان وحثه على سن قوانين جديدة تسمح لهم بذلك. وقال الشيبياني في تصريح لشمس أف أم ،ليس وزير الداخلية لطفي براهم من يقرر الغلق أو فتح المقاهي وانما نحن ملتزمون بتطبيق القرارات التي اتخذتها الدولة في سنة 1981. وأضاف الشيبياني قائلا "نحن نعمل وفق قوانين منظمة".</p>
<p></p> <p>24-05-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>بن غربية: الاتفاق مع هيئة الحقيقة حول التسليم والتسليم لا يعني التمديد</p> <p>تدخل وزير العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الانسان مهدي بن غربية، في برنامج ميدي شو اليوم الخميس، للتعقيب على تصريحات عضو هيئة الحقيقة والكرامة خالد الكريشي الذي أكد امضاء اتفاق مع الحكومة لم يحدد آجالا لإنهاء أعمال الهيئة. وشدد بن غربية على أن الاتفاق الذي تم توقيعه يذكر بالمقتضيات القانونية وبقرار مجلس نواب الشعب الذي ينص على أن هيئة الحقيقة والكرامة تنتهي أعمالها في 31 ماي 2018، وهو ما يبقى ساريا، كما أن ميزانية الهيئة تنتهي بهذا التاريخ، حسب تأكيده. وأوضح بن غربية وجود "إجراءات يجب أن تستكمل مع الهيئة على غرار إحالة الملفات إلى الأرشيف الوطني ومد الرئاسات الثلاث بالتقرير الختامي، وينتهي العمل مع انتهاء إجراءات التسليم والتسليم التي سنتم بتفاهم "للحفاظ على المسار". وأضاف "الأجال مضبوطة بقرار المجلس.. والحكومة ستنسق لاستيفاء الإستباعات القانونية". كما أكد وزير العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الإنسان، أن الحكومة تريد لمسار العدالة الانتقالية أن يتواصل، وأن تحال الملفات على القضاء ويتم جبر الضرر للضحايا، وقال "أعمال الهيئة تنتهي في 31 ماي والمسار لا يجب أن ينتهي".</p>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>23-05-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghreb b</p>	<p>"Bibliothèques pour tous", le projet qui ambitionne de démocratiser les livres auprès des enfants tunisiens défavorisés</p> <p>50.000 élèves dans 130 écoles et collèges de Tunisie qui bénéficieront d'une bibliothèque, c'est l'ambition de "Bibliothèque pour tous" 50 000 élèves dans 130 écoles et collèges de Tunisie qui bénéficieront d'une bibliothèque, c'est l'ambition de "Bibliothèque pour tous". Pour la concrétiser, il faut des dons, même si le projet prend déjà forme. Initiée par l'ONG internationale Biblionef en partenariat avec les associations locales "Kolna Tounes", "Un Enfant Des Sourires" (UEDS) et "Appui aux Initiatives de Développement" (AID), le projet a permis la donation de 5 mille livres en faveur de 13 établissements situés dans les zones rurales marginalisées du gouvernorat de Tozeur, plus précisément les villes d'El Hamma du Djérid, Degache et Tozeur. 3 000 élèves, âgés de 6 à 12 ans, ont pu ainsi bénéficier d'une nouvelle bibliothèque. En 2017, 15 000 livres ont été donnés pour équiper 38 bibliothèques d'écoles primaires dans 8 gouvernorats en Tunisie. Les livres donnés sont en langue française. L'ONG a opté pour des livres faciles à lire afin de faciliter l'accès à des élèves dont le niveau en français est souvent faible. Et le bilan est plutôt positif, selon Biblionef: "Si l'on considère les ressources quasi-inexistantes de ces écoles, la dotation de plusieurs centaines de livres représente une opportunité d'apprentissage et de découverte unique pour les enfants, qui ont rapidement pris possession des ouvrages, accompagnés par les associations et les enseignants. Ces derniers étaient ravis de l'arrivée de ces supports, qui facilitent grandement la préparation et le déroulé de leurs cours", se félicite l'ONG. Créée en 1992, Biblionef est une ONG internationale travaillant dans différentes régions à travers le monde. Elle s'est fixée comme objectif de fournir aux enfants défavorisés des livres neufs et récents pour une "une meilleure connaissance du monde qui les entoure et qui, par l'image et le mot, les aideront à construire les bases solides d'un savoir et d'une conscience auxquels tout être humain a droit", souligne l'ONG.</p>
<p>RÉALITÉS MAGHREB - TUNISIE</p> <p>23-05-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Fermeture des cafés-Ramadan: le MI « déterminé à appliquer la loi »</p> <p>Dans une déclaration accordée à Shems Fm, le porte parole officiel du ministère de l'intérieur Khalifa Chibani, est revenu sur la polémique qui a éclaté sur la question de la fermeture des cafés et des restaurant tout au long du mois de Ramadan. Khalifa Chibani a dans ce contexte indiqué que le ministère de l'intérieur agit en fonction de la circulaire du mois de juillet 1981. Il a expliqué que les unités sécuritaires appliqueront cette circulaire tant qu'elle est en vigueur. Il a ajouté que le ministère de l'intérieur est une structure exécutive et non pas législative. « Le</p>

ministère ne crée pas des lois et celui qui veut retirer cette circulaire ou la promulguer, qu'il s'adresse à l'Assemblée des Représentants du Peuple» a-t-il affirmé.



Saber Laajili reste en détention

23-05-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

La chambre d'accusation à la Cour d'appel de Tunis a examiné ce mardi la décision du ministère public de faire appel contre la libération du cadre sécuritaire Saber Laajili ainsi que l'appel émis par l'équipe de défense de l'ancien directeur des services spéciaux, Imed Achour. En effet, le juge d'instruction a refusé de libérer leur client. La chambre a décidé suite aux délibérations de refuser l'appel du ministère public et de valider la libération de Saber Laajili. Par contre l'appel émis contre le comité de défense d'Imed Achour a été rejeté. La même chambre a examiné aujourd'hui l'appel de Saber Laajili, Imed Achour et Chafik Jarraya contre la décision du juge d'instruction pour complot contre la sûreté de l'Etat. Les appels ont été validés dans leur forme et rejetés dans leur forme. Tous les accusés ont été traduits devant la chambre criminelle militaire pour complot contre la sûreté de l'Etat. Suite au verdict d'aujourd'hui, Saber Laajili restera en Etat d'arrestation.



23-05-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

Sousse : Interpellation de 13 individus soupçonnés de terrorisme

Treize individus ont été arrêtés à Sousse pour des soupçons "d'appartenance à un réseau terroriste", annonce, mercredi, le ministère de l'Intérieur. Dans un communiqué, le département précise que les individus en question envisageaient de se rendre en Syrie actif pour aller combattre aux côtés de l'organisation terroriste "Daech". Interrogés, les suspects ont avoué être adeptes du courant "takfiriste" et admis avoir fait allégeance à cette organisation. Consulté à ce sujet, le ministère public a ordonné de placer les accusés en garde à vue. Des informations judiciaires ont été engagées à leur encontre pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste, apprend-on de même source

مقالات باللغة العربية



23-05-2018

منى البوعزيزي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

خطط للحصول على معلومات عن اهالي الروحية: وفد تركي يعرّب... وجمعية «مشبوهة» متورطة

اثر حادث مرور بولاية سليانة تم الكشف عن وجود وفد تركي يتكون من 8 اترك كانوا ضمن عناصر المجموعة التي تعرضت للحادث ليتبين انهم لم يتحصلوا على ترخيص رسمي ووجود «شبهة» في تواجدهم بالمنطقة .

«الشروق» تكشف تفاصيل عن زيارة الوفد التركي لمنطقة الروحية وكيفية مساعدة جمعيتين له للتنقل دون الحصول على ترخيص رسمي ..

تم ارسال برقية الى مقر معتمدية الروحية التابعة لولاية سليانة اعلمت من خلالها جمعية تدعى «تنمية بلا حدود» المعتمد بانها ستقوم برفقة جمعية «مرحمة» ووفد تركي يتكون من 8 افراد توزيع مساعدات على اهالي الروحية بمناسبة شهر رمضان مؤكدة في نص البرقية انها ستنتقل في عمليات التوزيع يوم 23 ماي 2018 دون تقديم ايضاحات.

وحسب نص المطلب الذي تحصلت عليه «الشروق» فان الجمعيتين اعلمتا فقط معتمد الروحية بتوقيت حضورهما دون الحصول على ترخيص مسبق منه او من الجهات المعنية رغم وجود وفد اجنبي كان برفقتهم .

كما علمت «الشروق» من مصدر مسؤول ان الجمعيتين الخيريتين والوفد التركي المتكون من 8 اترك لم يتحصلوا على ترخيص رسمي يسمح لهم بالتنقل الى ولاية سليانة مضيافا انهم ارادوا من خلال البرقية اعلام السلطات الجهوية فقط حتى انهم كرروا كلمة «نعلمكم» عديد المرات .

وأكد مصدرنا ان هناك تجاوزات خطيرة تقوم بها جمعيات في عدد من الولايات بسبب نفوذهم الذي يتحصلون عليه من احد الاحزاب الحاكمة .

أكد مصدرنا انه كان من المنتظر ان يتم امس توزيع المساعدات واستغلالها للحصول على معطيات شخصية عن اهالي منطقة الروحية التابعة لولاية سليانة والرابطة بينها وبين ولاية القصرين مضيافا ان اختيار هذه المنطقة لم يكن اعتباطيا مطالبا بضرورة فتح تحقيق ضد كل من تورط في مساعدة هذا الوفد على التنقل بحرية دون الحصول على ترخيص مسبق كما جرت العادة .

تبين ايضا ان جمعية مرحمة الخيرية التي قامت بإدخال الوفد التركي لسليانة دون رخصة مسبقة تم تجميد نشاطها سابقا ورفع قضية ضدها من قبل كاتب عام الحكومة بسبب وجود شبهات حول تمويلها الاجنبي كما اتهمها مهدي بن غربية وزير العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الإنسان بانها تابعة لحركة النهضة وبانها «مشبوهة» .

وللرد على هذه الاتهامات قال رئيس جمعية مرحمة «للشروق» ان الوفد التركي تابع لمنظمة داعمة للعمل الخيري ويشترطون ارسال وفد مع الجمعيات كمتطوعين مضيافا انهم كانوا سيشفرون على توزيع المساعدات في الروحية وعن تجميد نشاطهم بسبب شبهات حول مصادر تمويلهم الاجنبية مؤكدا ان كاتب عام الحكومة قام بمقاضاتهم وطلب منهم تبرر مصادر التمويل ليتم لاحقا الحصول على وثيقة من بنك خاص انهدت الازمة على حد تعبيره مضيافا انه قيادي سابق في حركة النهضة وقدم استقالته للتفرغ للعمل الجمعياتي.

كقائفة
اون لاين

21-05-2018

هبة حميدي

hakaekonline

سعاد عبد الرحيم تجدد تمسكها بمنصب "شيخ المدينة"

أفادت رئيسة قائمة حركة النهضة لبلدية تونس المدينة، المستقلة سعاد عبد الرحيم، أنها لم تتلق أي عرض بشكل رسمي من اجل تقلد حقيبة وزارية في التحوير الوزاري المقبل مقابل تخليها عن منصب شيخ المدينة. وأكدت عبد الرحيم في تصريح لحقائق اون لاين، اليوم الاثنين 21 ماي 2018، أنها متمسكة بهذا المنصب. وأفرزت نتائج الانتخابات البلدية، تصدر حركة النهضة بـ 21 مقعدا، ونداء تونس بـ 17 مقعدا. ومثل منصب شيخ المدينة، طموح المتنافسين السياسيين لحركة نداء تونس والنهضة، حيث يسعى النداء لتتصيب مرشحة كمال ايدير للمنصب، في حين تتمسك النهضة بمرشحتها سعاد عبد الرحيم.



23-05-2018

shemsfm

غلق المقاهي خليفة الشيباني: 'وزارة الداخلية تنفذ منشور 81 وطالما لم يتغير سنطبقه'

شدد الناطق الرسمي باسم وزارة الداخلية العميد خليفة الشيباني وتعقيبا منه على اللغط الاخير حول غلق المقاهي خلال شهر رمضان، شدد ان وزارة الداخلية تنفذ منشور جويلية 81 وطالما لم يتغير سنطبقه، وفق تعبيره. وأكد العميد في تصريحه لشمس أف أم، اليوم الخميس، بان وزارة الداخلية هيكل تنفيذ وليست مُشرع ولا تُخرج ولا تضع قوانين ومن أراد تغيير هذا المنشور عليه التوجه لمجلس نواب الشعب، حسب قوله. وأكد المتحدث ان وزارة الداخلية "قوة تنفيذ وتطبيق قرارات اتخذتها الدولة التونسية منذ عام 1981 ومن أراد التغيير عليه التوجه لمجلس نواب الشعب لإقرار قوانين منظمة جديدة"، مبينا أن الدستور "يضع الخطوط الكبرى فقط". وعلى ذلك شدد العميد خليفة الشيباني انه وفي حال لم يحدث ذلك

لن يتغير شيئاً في تطبيق القوانين، مردداً كلمة أن وزارة الداخلية "قوة تنفيذ وآلية تنفيذ لا أكثر". هذا واستنكر العميد عن خلفيات إثارة هذا الموضوع في هذا الوقت بالذات وهذا العام رغم أنها نفس الإجراءات تتخذ الأعراف الفارطة.

رئيس الحكومة يوضح إجراءات تطبيق قانون الحق في النفاذ إلى المعلومة








23-05-2018

mosaiquefm

أصدر رئيس الحكومة مؤخراً منشوراً وجهه إلى أعضاء الحكومة والولاية ورؤساء البلديات ورؤساء المنشآت والمؤسسات العمومية يتعلق بتوضيح الإجراءات المتعلقة بتطبيق قانون "الحق في النفاذ إلى المعلومة"، بعد مرور أكثر من سنتين من مصادقة مجلس نواب الشعب على هذا القانون. ويهدف هذا المنشور الحكومي إلى "تفسير أحكام القانون الأساسي عدد 22 لسنة 2016 المؤرخ في 24 مارس 2016 المتعلقة بالحق في النفاذ إلى المعلومة وذلك لحسن تطبيقه وتحقيق مختلف الأهداف التي يرمي إليها والمتمثلة في ضمان حق كل شخص طبيعي أو معنوي في النفاذ إلى المعلومة، بما يمكن أساساً من تعزيز مبدئي الشفافية والمساءلة وتحسين جودة المرفق العام ودعم مشاركة العموم في السياسات العمومية ومتابعة تنفيذها وتقييمها ودعم البحث العلمي". ويوضح هذا المنشور مختلف الالتزامات المحمولة على كاهل الهياكل العمومية لتكريس الحق في النفاذ إلى المعلومة سواء في ما يتعلق بنشر المعلومة ببادرة منها أو إثر تلقي طلب من الشخص المعني ومختلف الإجراءات المتعلقة بها. كما يبين المنشور دور المكلف بالنفاذ إلى المعلومة إضافة إلى علاقة الهياكل العمومية بهيئة النفاذ إلى المعلومة ومختلف الإجراءات الواجب اتخاذها من قبل هذه الهياكل لتكريس الحق في النفاذ إلى المعلومة، حسب نص المنشور. كما نص المنشور الحكومي على أنه لكل شخص طبيعي أو معنوي الحق في طلب النفاذ إلى المعلومة من خلال تقديم طلب كتابي إلى الهيكل العمومي ويمكن لطالب المعلومة الاطلاع على الوثيقة المتضمنة للمعلومة على عين المكان ما لم يكن في ذلك إضرار بها وكذلك الحصول على نسخة ورقية منها أو الحصول على نسخة الكترونية من المعلومة إن أمكن والحصول على مقتطفات منها. وأكد أنه يتعين على الهيكل المعني بطلب النفاذ إلى المعلومة عدم مطالبة طالب النفاذ بذكر الأسباب أو المصلحة من الحصول على المعلومة سواء ضمن طلب النفاذ أو عند إيداعه للمطلب مباشرة لدى الهيكل المعني. وبين المنشور أنه على الهيكل المعني الالتزام بالرد على طلب النفاذ إلى المعلومة في أجل لا يتجاوز 20 يوماً من تاريخ توصله بالمطلب ويمكن تقليص هذا الأجل أو التمديد فيه في بعض الحالات. وفي حالة عدم الاستجابة يمكن لطالب المعلومة التظلم لدى رئيس الهيكل المعني أو أن يطعن مباشرة في قرار الإدارة لدى هيئة النفاذ إلى المعلومة. وأكد المنشور على وجود استثناءات في الحق في النفاذ إلى المعلومة، منها ما يتعلق بالأمن العام أو الدفاع الوطني أو العلاقات الدولية ومعلومات تتعلق بحماية المعطيات الشخصية والملكية الفكرية وهوية الأشخاص الذين قدموا معلومات بهدف الإبلاغ عن تجاوزات أو حالات فساد. وشدد على أنه يتعين على الهياكل العمومية الحرص على تطبيق مقتضيات قانون حق النفاذ إلى المعلومة وذلك تفادياً للعقوبات التي تم التنصيص عليها في القانون المذكور والمتمثلة في عقوبات جزائية وتأديبية. ودعا رئيس الحكومة في هذا المنشور إلى العمل على "تنفيذ ما جاء فيه بكامل الدقة والعناية مع ضرورة تعميمه على المصالح الإدارية الراجعة بالنظر لأعضاء الحكومة والولاية ورؤساء البلديات ورؤساء المنشآت والمؤسسات العمومية". ويذكر أن مجلس نواب الشعب كان قد صادق على قانون الحق في النفاذ إلى المعلومة يوم 11 مارس 2016 كما تم تركيز هيئة النفاذ إلى المعلومة بعد أن أدى أعضاؤها اليمين في سبتمبر 2017.


Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 22-05-2018</p> <p>huffpostmaghreb b</p>	<p>Le Syndicat national des journalistes tunisiens appelle les Tunisiens à boycotter la caméra cachée "Shalom"</p> <p>Diffusée depuis quelques jours, la caméra cachée "Shalom" fait déjà polémique. Le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a appelé, mardi, les Tunisiens à boycotter la caméra cachée "Shalom" diffusée sur la chaîne "Tunisna". Selon le SNJT, le programme ne répond d'aucune façon ni à "une production journalistique, ni à une investigation, et ne répond pas aux standards des programmes légers reconnus comme étant des caméras cachées". Évoquant une recherche de "buzz sans aucun cachet ou idée sauf celle d'essayer de salir l'image des personnes et les mettre dans une situation pour juger de leurs intentions", le syndicat affirme qu'il y a dans ce programme "un dépassement équivoque de la déontologie du métier". D'après le communiqué, les participants n'auraient également pas signé d'accord pour pouvoir autoriser la diffusion de leurs passages et ce malgré l'usage de "la force et de l'intimidation" pour obtenir des déclarations "allant dans un sens particulier" ajoute le SNJT. Celle-ci dénonce également "l'utilisation du nom de médias étrangers pour berner les invités en leur faisant croire qu'ils allaient participer à un débat télévisé ce qui constitue une usurpation d'identité" qui peut avoir des conséquences sur le cours normal de leur travail en Tunisie. Diffusée depuis quelques jours, la caméra cachée "Shalom" fait déjà polémique. Son concept consiste à mettre en contact une personnalité tunisienne avec des représentants d'Israël -joués par des comédiens- afin de leur offrir des propositions de coopérations avec l'entité sioniste, contre de l'argent. Ce piège a pour but de dévoiler les personnalités politiques, artistiques, sportives et médiatiques qui seraient prêtes à le faire.</p>
<p>RÉALITÉS MAGHREB - TUNISIE 22-05-2018</p> <p>I. B.A realites</p>	<p>Sous la pression des parents: une institutrice d'école éjectée par les forces de l'ordre !</p> <p>Sous la pression et les réclamations des parents, la force publique est intervenue pour exclure une institutrice d'une école primaire à Soltaniya, kilomètre 4, dans le gouvernorat de Sfax. Une vidéo postée sur les réseaux sociaux et visionnée par plus de 50 mille personnes montre, les agents de l'ordre public évacuant l'institutrice devant un énorme rassemblement de parents qui acclamaient la scène. Il est à noter que plusieurs parents manifestaient depuis un bon moment et réclamaient le renvoi de l'institutrice signalant son comportement bizarre et haineux envers leurs enfants. Selon Mosaïque FM, cette institutrice n'est jamais restée longtemps dans une école, en raison de son comportement vindicatif et cruel.</p>

 <p>22-05-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>Walid Zribi porte à son tour plainte contre Abderraouf Ayadi</p> <p>Le journaliste et producteur de la caméra cachée Shalom Walid Zribi a assuré ce lundi 21 mai 2018 qu'il portera à son tour plainte contre Abderraouf Ayadi car il a dévoilé son adresse et son numéro de téléphone dans le texte de la plainte. Lors de son passage dans Romdhane Show, Walid Zribi a indiqué que Abderraouf Ayadi a raté l'occasion de confirmer qu'il s'agit d'une icône et d'un militant sans faille. «Nous avons fait un montage pour l'épisode d'Abderraouf Ayadi par respect à son image. Nous sommes prêts à fournir la roche de cet épisode. Nous avons cru qu'il allait tenir bon mais c'était tout à fait le contraire. Nous avons préféré qu'il refuse l'ouverture d'une ambassade d'Israël à Tunis », a expliqué le producteur.</p>
 <p>22-05-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>Une ministre Danoise appelle les musulmans à prendre des congés pendant le ramadan</p> <p>« Je veux appeler les musulmans à prendre des congés pendant le mois de ramadan pour éviter des conséquences négatives sur le reste de la société danoise (...) car le jeûne comporte des dangers sur la santé de ceux qui exercent des métiers particuliers ». A déclaré la ministre à l'Intégration et l'Immigration Danoise Inger Støjberg sur le site bt.dk, le 21 mai. Elle a cité l'exemple des chauffeurs de bus n'ayant «ni bu ni mangé depuis plus de dix heures». Pour elle, travailler et faire le ramadan sont deux choses incompatibles. « Je me demande si un impératif religieux vieux de 1 400 ans est compatible avec la société et le marché du travail que nous avons au Danemark en 2018 », a-t-elle ajouté.</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>22-05-2018</p> <p>سناء بنساسي</p> <p>alchourouk</p>	<p>نابل: إلقاء القبض على مفتش عنه قام بمضايقة أستاذة بعد رفضها له</p> <p>تمكنت الفرقة المختصة للبحث في جرائم الاعتداء على المرأة والطفل للحرس الوطني بنابل من إلقاء القبض على شاب من مواليد 1986 أقدم على التحرش جنسيا بأستاذة تعمل بمحل للإعلامية موجه للطفل بمنطقة ريفية بدار شعبان الفهري من ولاية نابل. حيث أصبح يتردد عليها بهذا المحل مما أزعج الأطفال أيضا. وتشير المعطيات الأولية الى أن هذا الشاب أقدم على مضايقة هذه الفتاة بعد أن تقدم لخطبتها ورفضت. وبعد استشارة النيابة العمومية، تم إيقاف هذا الشاب على ذمة التحقيق مع العلم أنه محل منشوري تفتيش من أجل الاعتداء بالعنف والتهديد والتحرش الجنسي وفق ما أكده مصدر أممي لـ"الشروق".</p>
 <p>22-05-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>القصة الكاملة لرجل المغارة</p> <p>بعد أن تم العثور عليه يعيش داخل مغارة منذ سنتين بجبل كشتيلو من عمادة السلوقية من معتمدية تستور من ولاية باجة من طرف معتمد المنطقة ورئيس النيابة الخصوصية محمد الهادي الزايري الذي وصف وضعية هذا الشخص "بالصادمة".</p> <p>اتصلت شمس أف أم بالمواطن البرني بن الطيب العباسي الذي تحدث عن ظروفه العائلية الصعبة جدا وعن فشله في الإحراز على شهادة البكالوريا في فترة السبعينات. وأشار البرني بن الطيب العباسي الى أن حياته انقلبت رأسا على عقب بعد صدمة وفاة والديه. وتحدث الشيخ عن الرعب الذي عاشه خلال فترة مكوثه داخل المغارة. يمكنكم مشاهدة الفيديو لأكثر تفاصيل ..</p>

 <p>22-05-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>جمعية تطالب الحكومة بانقاذ الأطفال التونسيين العالقين في سوريا وليبيا</p> <p>طالبت جمعية إنقاذ التونسيين العالقين بالخارج الحكومة التونسية بالإسراع في إنقاذ الأطفال العالقين في مناطق الصراع على غرار سوريا وليبيا والعراق والإحاطة بهم عند عودتهم إلى أرض الوطن. ودعت إلى "إحداث لجنة قارة صلب وزارة الشؤون الخارجية تعنى بالبحث ومعرفة مصير التونسيين العالقين في الخارج و تعترم تنظيم وقفة احتجاجية يوم الثلاثاء القادم أمام المسرح البلدي بتونس العاصمة تزامنا مع الاحتفال بعيد الأمهات.</p>

Le 21-11-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News .com.tn <p>21-05-2018</p> <p>S.T.</p> <p>businessnews</p>	<p>Shalom - Abderraouf Ayadi porte plainte pour kidnapping</p> <p>Plusieurs jours après le tournage de l'émission de caméra cachée Shalom, Abderraouf Ayadi, président du mouvement Wafa, décide aujourd'hui, lundi 21 mai 2018, de porter plainte pour « kidnapping sous la menace », contre le journaliste Walid Zribi et le caméraman Ramzi Bouchiha. Au lieu de déposer plainte le jour où il a été victime du supposé « kidnapping », Abderraouf Ayadi préfère attendre que la polémique enflamme autour de l'épisode dans lequel il apparaît, pour porter plainte. Dans sa publication, Abderraouf Ayadi publie le texte de la plainte comporte les coordonnées téléphoniques de Walid Zribi et Ramzi Bouchiha les exposant ainsi à d'éventuels harcèlements et même des menaces plus sérieuses compte tenu de la sensibilité de l'émission en question. Il y a lieu de se demander, par ailleurs, pourquoi Abderraouf Ayadi a refusé de faire valoir son droit à l'image et de refuser que l'émission le mettant en cause soit diffusée publiquement alors que la loi l'y autorise. Un artiste avait fait cette requête auprès de la production de Shalom et a obtenu que l'épisode le concernant ne soit pas diffusé. Ce soir, la chaîne Tounessna diffusera l'épisode dans lequel Abderraouf Ayadi accepte de collaborer avec des Israéliens moyennant un soutien politique et logistique proposé par une présumée ambassadrice israélienne.</p>
<p>AL HUFFINGTON POST</p> <p>MAGHREB - TUNISIE</p> <p>21-05-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghr eb</p>	<p>Réforme du Code pénal: Vers le maintien des lois liberticides?</p> <p>Tant attendue, la réforme du Code pénal prend forme mais... Tant attendue et annoncée depuis longtemps, la réforme du Code des procédures pénales est en cours de finalisation et soumise à des consultations au niveau régional, a annoncé le ministre de la Justice récemment, sans donner plus de détails. Qu'en est-il de la réforme du Code pénal? Quelle sera sa tournure? Contacté par le HuffPost Tunisie, le juriste et membre du Collectif de défense des libertés individuelles, Oussema Helal a livré son évaluation après avoir consulté les brouillon de ladite réforme. "La réforme du Code des procédures pénales va de pair avec le Code pénal", a-t-il précisé. Et de poursuivre: "Ce projet de réforme bafoue les dispositions constitutionnelles</p>

relatives à la protection des libertés individuelles et à la paix sociale. Il entérine l'arsenal juridique reposant sur les interdits et l'ingérence dans la vie privée des personnes". Oussema Helal parle du maintien de "l'approche répressive" qui s'appuie sur les expressions non précises de l'ordre public, de la pudeur, et des bonnes moeurs. La criminalisation de l'homosexualité et le maintien de la peine de mort sont aussi maintenus, révèle Oussema Helal. Pour le représentant du Collectif des libertés individuelles, la Constitution risque de demeurer une lettre morte: "Tant que la Constitution est inappliquée par les pouvoirs judiciaires, elle restera ineffective, ce qui ouvre les portes à la prédominance du législateur qui aura les mains libres pour se détourner des obligations constitutionnelles et des engagements internationaux de la Tunisie en matière de garantie des droits humains", met-il en garde. Les articles 226, 226 bis, 228, 228 bis, 230, 231 notamment du Code pénal sont décriés par les associations de défense des droits humains, car ils servent à museler les libertés individuelles et la vie privée des personnes au nom de termes vagues traitant des bonnes moeurs, de l'ordre public et de la pudeur. L'appel à la dépénalisation de l'homosexualité en Tunisie ainsi que l'abolition de la peine de mort sont des revendications pressantes posées par les défenseurs des droits humains en Tunisie.



21-05-2018

I. B.A

[realites](#)

Arrestation d'une femme qui mendiait avec son nourrisson

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'exploitation des enfants et en présence du délégué régional de la protection de l'enfance, les unités sécuritaires à Sousse ont arrêté, lundi 21 mai 2018, 6 enfants en train de mendier. Ils ont également arrêté une femme, originaire de la région utilisant son nourrisson pour mendier. Cette femme était recherchée par le tribunal de Msaken pour mendicité. Après consultation du ministère Public, il a été décidé de prendre les mesures nécessaires à l'encontre de cette femme. Il est à noter que pendant le mois de Ramadan le phénomène de la mendicité s'accroît. Ceux qui mendient ne lésinent pas sur les stratégies et les moyens détournés pour faire de l'effet chez les passants, les apitoyer afin qu'ils leur donnent de l'argent. Le fait d'exploiter leurs enfants est l'une de leurs stratégies gagnantes, étant donné qu'un petit enfant sans défense ne peut qu'amadouer les citoyens. La majorité du temps, ces mendiants sont en très bonne santé et capables de travailler.



21-05-2018

[mosaïquefm](#)

Ayadi: des séquences ont été supprimées de l'épisode de Shalom

Abderraouf Ayadi, président du mouvement Wafa, victime de la caméra cachée Shalom diffusée sur Tounesna TV a assuré que des séquences ont été supprimées dont celle de l'homme armé qui a bloqué l'accès lorsqu'il allait quitter le lieu. «En plus le criminel Walid Zribi a aussi supprimé la séquence dans laquelle il a dit que je faisais partie de la liste des personnalités qui seront éliminés par le Mossad». Abderraouf Ayadi a assuré qu'il était retenu à son insu et qu'il a eu peur du pire. Ce que j'ai dit a été sorti suite à des pressions et j'ai eu peur pour ma vie. Je ne savais pas que je devais faire face à une telle pression et les criminels

étaient menaçants. J'ai décidé de porter plainte et même en apprenant qu'il s'agit d'une caméra cachée, je suis resté sur mes gardes. Le président du mouvement Wafa a assuré qu'il fait confiance à la justice. "La justice dévoilera qui se cache et qui finance ce programme. Je demande aussi que l'intégralité de ce qui a été filmé soit diffusé pour que tout le monde sache ce qui s'est passé exactement", a conclu Abderraouf Ayadi.



21-05-2018

shemsfm

Bac : La fraude ou la tentative de fraude seront punies de 5 ans d'interdiction d'inscription

Tout candidat à l'examen du baccalauréat ayant commis la fraude ou la tentative de fraude ne pourra s'inscrire de nouveau à l'examen qu'après cinq ans et sera exclu de tous les établissements éducatifs publics, mentionne un arrêté du ministre de l'éducation datant du 15 mai 2018 et amendement l'arrêté du 24 avril 2008 relatif au régime de l'examen du baccalauréat. Publié le 18 mai 2018, dans le journal officiel de la république tunisienne (JORT), l'arrêté indique, également, que toute mauvaise attitude ou mauvais comportement est puni par une exclusion de tous les établissements éducatifs publics outre l'interdiction de passer l'examen pendant trois ans. Lorsque la fraude ou la tentative de fraude est associée au mauvais comportement, le candidat risque d'être interdit de passer l'examen du baccalauréat pendant six ans, outre son exclusion de tous les établissements éducatifs. L'arrêté stipule que la sanction sera décidée par un comité national et ce, après l'examen du dossier du candidat et du rapport des commissions préliminaires. Ce comité peut, aussi, suggérer au ministre de l'éducation d'ouvrir une enquête administrative pour identifier les responsabilités. A noter que la session principale du baccalauréat au titre de l'année 2018, démarrera le 06 juin et se poursuivra jusqu'au 13 du même mois. Les résultats seront annoncés le 24 juin 2018. La session de contrôle aura lieu du 26 au 29 juin 2018 et les résultats seront annoncés le 07 juillet 2018.

مقالات باللغة العربية



21-05-2018

مكرم السعيد

alchourouk

سوسة: حملة للتصدي للاستغلال الاقتصادي للأطفال

أكد مندوب حماية الطفولة بسوسة الطاهر العارم للشروق اون لاين انه تم اليوم تنفيذ حملة بمعية الوحدات الأمنية وذلك للتصدي للاستغلال الاقتصادي للأطفال حيث تم تحويل بين 7 و 8 اطفال من بينهم ام ورضيع لمركز الأمن الوطني بسوسة لفتح محاضر عدلية وتوجيه تهم إهمال قاصر واستغلاله اقتصاديا في التسول والتجارة وغيرها لأولياهم معتبرا أن القانون يمنع منعاً باتاً تشغيل أطفال أو المتاجرة بهم لغاية الربح الاقتصادي مؤكدا على مواصلة مثل هذه الحملات التي تعتبر هامة من أجل حماية الطفل القاصر وحفظ جميع حقوقه حسب تعبيره.



21-05-2018

مديرة إنتاج 'شالوم' تكشف تفاصيل وكواليس البرنامج

قدمت اليوم الإثنين 21 ماي 2018 مديرة إنتاج الكاميرا الخفية 'شالوم' ألفة العبيدي تفاصيل وكواليس إنجاز هذا العمل.

وأكدت ألفة العبيدي خلال استضافتها في برنامج هنا شمس، أن تكلفة هذا العمل أقل من 100 ألف دينار. وقالت ألفة العبيدي إن فريق إنتاج البرنامج كان ينتظر أن تكون ردة فعل السياسي تجاه التطبيع مع الكيان الصهيوني بمثابة لردة فعل المواطن التونسي في برنامج الصدمة الذي تم إنتاجه السنة الماضية وعبر من خلاله عن رفضه لأي تطبيع مع الكيان المحتل. وتابعت أنها صدمت في ردة فعل عدة شخصيات سياسية على غرار عبد الرؤوف العيادي وعمار عمروسية. وصرحت تشوينا في العديد من الشخصيات!

روضة القرافي: استمرار مسار العدالة الإنتقالية ضروري



21-05-2018

mosaiquefm

شدّدت الرئيسة الشرفية لجمعية القضاة التونسيين روضة قرافي خلال جلسة استماع بالبرلمان على ضرورة استمرار مسار العدالة الانتقالية ضمن أعمال هيئة الحقيقة والكرامة رافضة تسليم هذا الملف للقضاء العادي. وقالت القرافي إنّه اذا لم تحل هذه القضايا عن طريق هيئة الحقيقة والكرامة خلال مدة عملها فلن يكون ممكنا احالتها على القضاء التونسي وحتى ان أحيلت فسيكون ذلك وفقا لمبادئ القضاء العادي التي يستحيل فيها اعادة المحاكمات، حسب قولها. وأشارت إلى أنّ عدة مبررات يمكن تقديمها لعدم اعادة المحاكمات على غرار سقوط الجرائم بمرور الزمن، وسن قوانين جديدة تم تبنيها بعد الثورة ولا يمكن تطبيقها على تلك القضايا. وحذّرت من "عمق الضرر وخطورته لملفات الشهداء والمناضلين ومن ماتوا تحت التعذيب والأشخاص الذين اختفوا في ظروف غامضة"، مبدية أسفها لعدم محاسبة من ارتكب هذه الفضيحة، واهدار هذه الفرصة بهذه السهولة بتعلة عدم القدرة على التمديد بستة أشهر لهيئة الحقيقة والكرامة. وأوضحت أنّ الضمانة الوحيدة في هذه القضايا هي العدالة الإنتقالية.